



13 Février 2007

ACTION SOCIALE

EN DIRECT DU CDAS DE PARIS

Dans sa déclaration liminaire (ci-dessous), la FDSU a rappelé le contexte difficile notamment au regard des réformes de structures et des suppressions d'emplois dans lequel travaillent les agents du MINEFI. La FDSU a rappelé également l'importance et la diversité de la population du MINEFI à Paris (28 000 agents dont 5 000 pensionnés, 8 800 enfants jusqu'à 14 ans, 25 Directions générales, agences diverses ou services) et la difficulté de faire vivre l'action sociale de manière uniforme et cohérente. Ce but est atteint grâce à l'effort de tous les acteurs sociaux en poste à Paris, correspondants, personnel de la Délégation et médico-social, assistantes du service social, etc.. L'action sociale doit prendre en compte en permanence de nouveaux éléments liés à la souffrance au travail.

Pour la FDSU, l'Action sociale doit permettre aux agents de mieux vivre au quotidien leur vie professionnelle et familiales, d'accéder à des loisirs et à la culture, de les aider à construire l'avenir de leurs enfants mais aussi de permettre d'aider les pensionnés à trouver leur place dans notre société et de les sortir de l'isolement.

La FDSU a par ailleurs insisté sur la restauration collective et le fonctionnement de l'AGRAF qui n'est pas exempt de critiques sur plusieurs points et sur l'action médico-sociale dont le fonctionnement va être prochainement mis à mal par la disparition des 3/5^{ème} des centres médico-sociaux de Paris. La FDSU diffusera prochainement un compte rendu exhaustif de cette réunion.

DECLARATION LIMINAIRE DE LA FDSU AU CDAS DU 13 FEVRIER 2007

Monsieur le Président,

Le CDAS de Paris accueille aujourd'hui un nouveau président que nous saluons et à qui nous souhaitons la bienvenue. Nous vous rencontrons dans un contexte difficile et particulièrement détérioré au MINEFI.

Nous souhaitons travailler avec vous en bonne intelligence, comme nous l'avons fait avec votre prédécesseur, pour faire en sorte que l'action sociale soit affirmée, sauvegardée et améliorée au bénéfice des agents parisiens, actifs et retraités du MINEFI. Vous êtes, Monsieur le Président, un Directeur, représentant de l'Administration, responsable d'un service, mais dans cette enceinte vous êtes aussi acteur de l'Action Sociale et nous souhaitons que vous soyez à nos côtés durant votre mandat pour réaffirmer le rôle essentiel de l'Action Sociale.

Le CDAS de Paris s'occupe de 28 000 agents dont 5 000 pensionnés, 8 800 enfants jusqu'à 14 ans, 25 directions générales, agences diverses ou services et un établissement public, les Monnaies et Médailles. C'est dire la diversité des tâches, des métiers, la diversité des sensibilités, des cultures directionnelles que l'on peut rencontrer à Paris.

C'est dire aussi la difficulté qu'il y a à faire vivre l'Action Sociale de manière uniforme et cohérente. C'est pourtant ce que s'efforcent de faire le plus consciencieusement possible les correspondants sociaux bien qu'ils n'aient pas toujours la reconnaissance de leur hiérarchie ni les moyens d'effectuer correctement leur travail en l'absence, notamment, de mise à disposition de locaux spécifiques ou de décharges de services significatives.

Dans ce contexte général mais aussi particulier à Paris, quel positionnement pour l'Action Sociale ?

Son rôle n'est certainement pas d'éteindre le feu allumé en amont par des Directeurs généraux et des ministres pyromanes et nous considérons que l'augmentation de la charge de travail des services sociaux traduit l'échec de la politique de réforme et de GRH, menée ces dernières années. Il est vrai que la souffrance au travail est devenue le lot quotidien des agents, tous grades confondus, pourquoi ?

- *parce que les agents subissent les effets d'un management sans discernement,*
- *parce que la culture de la performance et du résultat exclusivement quantitatif est devenue la seule règle, au mépris de toute considération humaine et de la conscience professionnelle des agents,*
- *Parce que, dans ce ministère, la réforme de l'Etat, qui s'accompagne d'un empilement de réforme, est une véritable machine à broyer les agents,*
- *Parce que l'accélération des suppressions d'emplois, conjuguée au culte de la performance et du gain de productivité, accentue à tous niveaux la pression hiérarchique,*

- Parce qu'on demande aux agents toujours plus de polyvalence et de polycompétence, source de perte de repères et de déstabilisation,
- Parce que la dérèglementation de la gestion des agents est en marche et que, pour chacun d'eux, cela se traduit par l'incertitude du lendemain.
- Parce que les décisions politiques, prises sans concertation et dans le mépris du dialogue social sont vécues comme de véritables atteintes à la dignité et fragilisent un certain nombre de nos collègues de travail.

Depuis des années, les agents consentent des efforts pour s'adapter aux réformes, sont malmenés et souffrent dans leur vie professionnelle quotidienne au point, pour un certain nombre d'entre eux, de déstabiliser leur vie familiale avec toutes les conséquences qui en découlent pour leur entourage. Les assistantes sociales, de plus en plus sollicitées, sont là pour en témoigner.

L'action sociale doit permettre aux agents :

- de mieux vivre au quotidien leur vie professionnelle et familiale,
- d'accéder à des loisirs et à la culture,
- de les aider à construire l'avenir de leurs enfants.

Elle doit aussi permettre d'aider les pensionnés à trouver leur place dans notre société, à sortir de l'isolement, à être accompagnés dans leur dernière tranche de vie.

Le projet de budget de l'Action Sociale tel qu'il a été présenté au CNAS du mois de Décembre dernier ne peut répondre aux aspirations des agents du MINEFI et plus particulièrement à ceux de Paris pour les motifs suivants :

En matière de logement, une ambition limitée à un objectif de 150 réservations en Ile de France est une véritable provocation que nous dénonçons. Quant à une aide spécifique au logement pour les revenus les plus modestes, en dehors de l'aide à la première installation, rien n'est envisagé.

La restauration collective, avec une structure particulière, est une spécificité parisienne avec le rôle essentiel de l'AGRAF à Paris et en banlieue. Les agents parisiens relèvent une dégradation générale du service et une situation qui tarde à s'améliorer dans le cadre de la liaison froide de la cuisine centrale de Palikao.

La fermeture programmée de Tour des Dames et de Bac pour cause de ventes domaniales, laissera des trous dans le maillage de la restauration collective parisienne sans véritable compensation si ce n'est la signature de conventions de partenariat avec des opérateurs privés dans lesquelles les agents sont perdants et y sont de leur poche. Pour la FDSU, c'est inacceptable, le MINEFI doit s'engager pour mettre à la disposition de tous les agents parisiens une restauration de type AGRAF avec des tarifs AGRAF. Notre slogan, « des tarifs AGRAF pour tous » est toujours d'actualité.

Que dire, par ailleurs, de l'attitude de l'AGRAF qui exige maintenant de ses usagers non plus à simple présentation du bulletin de salaire mais la remise d'une copie de ce bulletin ?

Pour nous c'est un flicage supplémentaire et inacceptable et que nous dénonçons.

Le Budget d'Initiative Locale, lié aux crédits accordés nous contraint à limiter le choix des prestations. Nous aurons l'occasion d'y revenir tout au long de la réunion.

Les agents sont soumis en permanence à des gains de productivité et subissent le poids des contrats de performance, c'est pourquoi nous aimerions également avoir une action sociale performante et toujours plus efficace. **Qu'en est-il sur Paris ?**

Nos revendications, nous n'allons pas les énumérer une nouvelle fois, nous vous renvoyons au PV du CDAS du 15 juin dernier approuvé aujourd'hui. Nous tenons toutefois à signaler la qualité des vacances pour enfants dont le coût pour les parents a, certes, légèrement augmenté mais dont la qualité des prestations est reconnue par tous.

Pour Paris la colonie de la Toussaint connaît un succès qui ne se dément pas avec des tarifs attractifs inférieurs à ceux d'EPAF à l'initiative de la FDSU et nous souhaitons continuer dans ce sens.

Nous aborderons maintenant des **problèmes d'actualité** :

L'amélioration de la restauration, l'insuffisance des logements sont deux sujets régulièrement évoqués par la FDSU.

L'action médico-sociale, nous avons un gros point d'interrogation quant à la disparition programmée des CMS de BAC et de TOUR DES DAMES dont l'activité dépasse largement les sites sur lesquels ils sont implantés. Nous pouvons donc poser la question d'une jachère médico-sociale à Paris et du devenir des personnels médecins et infirmiers.

Cette action au jour le jour est assurée également par les assistantes du service social, à qui nous tenons à rendre hommage pour le travail qu'elles font, sollicitées de plus en plus par des agents qui ne s'y retrouvent plus dans leur vie professionnelle et les réformes successives qu'ils subissent sans les comprendre ou qui, passez moi l'expression, « pétent les plombs ». Les agents, confrontés à des difficultés croissantes, auxquelles s'ajoutent bien souvent des difficultés financières, font de plus en plus appel aux services sociaux. Les assistantes du service social ne démentiront pas l'accroissement exponentiel de leurs tâches et la multiplication des demandes d'aides et de secours qui leur sont adressées.

Monsieur le Président, nous pourrions multiplier les exemples mais pourtant c'est la réalité à laquelle sont confrontés tous les acteurs sociaux du MINEFI et plus spécialement ceux de la Délégation de Paris.

Cette situation ne pourra que se dégrader compte tenu de la perte du pouvoir d'achat des fonctionnaires depuis de nombreuses années. Rappelons simplement que le traitement brut d'un agent C qui débute n'est supérieur au SMIC que de 8 euros ; où sont donc les nantis au MINEFI et que dire maintenant de la fonction publique au rabais corvéable à merci, car si d'un côté on fait de grandes annonces sur la suppression programmée d'un fonctionnaire sur deux, on recrute des agents publics par le biais de pacte junior sous payés, 75% du SMIC, non soumis au statut général des fonctionnaires, mais remplissant des tâches d'agents de catégorie C.

Les premiers exemples de recrutement et de suivi sont affligeants en la matière.

Quelle hypocrisie des pouvoirs publics et de nos gouvernants qui participent ainsi à notre paupérisation et à la précarisation.

L'Action Sociale est de plus en plus sollicitée et le sera demain encore plus. Il nous appartient à nous, organisations syndicales en général et à la FDSU en particulier, de faire prendre conscience à l'Administration qu'elle fait fausse route en prônant l'arbitraire dans la gestion des personnels du MINEFI, la productivité et l'informatisation à outrance qui effacent tout contact humain. Ce modernisme outrancier, pervers à nos yeux, ne peut être qu'un élément supplémentaire de déstabilisation des agents du MINEFI pour qui l'Action Sociale est le dernier recours. C'est pourquoi, l'Action Sociale doit avoir les moyens humains et matériels de répondre à l'attente grandissante des agents.

Nous espérons que vous serez à nos côtés pour la faire vivre au quotidien au profit des agents parisiens.

ARBRE DE NOEL 2007

Le spectacle retenu en définitive par le CDAS est le CIRQUE PINDER sur la pelouse de Reuilly, porte Dorée, 12^{ème} ardt.

Le spectacle se déroulera sur une seule journée le mercredi 19 décembre 2007 avec 3 représentations, une le matin à 10h (2 500 places) et deux l'après midi à 14h et 17h (chacune 5 000 places). Une séance réservée au personnel de l'AGRAF (500 places) se tiendra le samedi 8 ou 15 décembre à 14h.

La FDSU a émis des réserves sur la tenue du spectacle sur une seule journée et sur la tenue de la séance tardive de 17h.

A l'initiative de la FDSU, un vœu intersyndical a été émis sur le rétablissement de la journée d'autorisation d'absence pour permettre aux agents d'accompagner leurs enfants dans les meilleures conditions possibles.

Cadeaux et jouets : la distribution est reconduite ; la valeur faciale des divers chèques jouets, lire disques est reconduite à l'identique. La proposition de la FDSU d'augmenter la valeur moyenne du jouet n' a pas été retenue.

NOUVEAUTE : A titre exceptionnel en 2007, sans que cette mesure soit effectivement reconduite l'année prochaine, les enfants de la tranche d'âge 15/16 ans pourront bénéficier des chèques lire, disques et jouets d'une valeur faciale de 25 euros. Pour marquer ce caractère exceptionnel, la distribution de ces chèques se fera d'ailleurs par le biais des correspondants sociaux.

MINI COLO DE LA TOUSSAINT :

La mini colo de la TOUSSAINT est reconduite avec la même grille tarifaire qu'en 2006, inférieure à la grille EPAF, et ce à l'initiative de la FDSU.

Pour 2007 : 5 séjours proposés dont 2 nouvelles propositions, 1 séjour « accro branches » (6/12 ans) dans l'Ariège et 1 séjour « chiens de traîneaux » (8/12 ans) dans la Haute Loire.

La possibilité d'accueil est de l'ordre de 110 à 120 places, tous séjours confondus.

MANIFESTATION 2007 DES RETRAITES PARISIENS :

La Délégation a fait 6 propositions de manifestations, le choix du CDAS s'est porté sur la visite de SOISSONS qui se déroulera sur 3 jours au cours de la première semaine d'octobre 2007 ; la participation financière des retraités à cette manifestation est inchangée (20 euros). La journée comprend la visite de la ville avec un conférencier et le déjeuner à la ferme du Buisson avec un après midi dansant.

LES ACTIONS DE SANTE PUBLIQUE :

Au cours de la discussion, la FDSU a, une nouvelle fois, dénoncé l'organisation des conférences sur le seul site de Bercy alors même que des salles sont accessibles et peuvent être disponibles sur d'autres sites (DSF de Paris, RGF). La FDSU a également abordé le problème récurrent des autorisations d'absence refusées aux agents qui désirent participer à ces différentes actions.

1- LES CONFERENCES de SANTE PUBLIQUE :

Trois conférences seront organisées sur les thèmes suivants Pathologie des voyages (prévue en 2006 mais non tenue) prise en charge de la douleur et dépistage des troubles du métabolisme (diabète, thyroïde, glucides lipides).

2- LES VACCINS :

La FDSU a maintenu sa proposition d'utilisation partielle du solde des crédits non utilisé apparaissant en fin d'année pour l'acquisition de vaccins. Cette proposition avait été retenue et le solde des années antérieures avait permis d'acheter un certain nombre de doses de vaccins contre le tétanos et le DPT (diphtérie, polio, tétanos).

Dans le cadre du budget 2007, 300 vaccins supplémentaires seront commandés.

3- ACTIONS EN PARTENARIAT AVEC LES MUTUELLES :

Deux actions sont prévues :

a- au premier semestre 2007, une première action sur le thème de la vue sera mise en place consistant en un dépistage du glaucome qui sera fait par les médecins de prévention de Paris dans les locaux de la Délégation durant une semaine. Cette action devrait permettre d'orienter les agents présentant des symptômes vers un ophtalmologue.

b- au cours du mois de juin et au deuxième semestre 2007, une conférence sur la sécurité domestique et les risques de la vie courante ainsi qu'une exposition proposé par le centre européen de prévention des risques ; il s'agit d'une exposition qui présente une pièce d'habitation à une échelle de 2 fois la taille réelle de façon à reproduire, pour des adultes, la vision d'un enfant. Compte tenu de la taille, cette exposition se tiendra à Bercy dans le hall Bérégovoy.

4- NOUVEAU : Principe actée de l'intervention action d'un tabacologue auprès des fumeurs en cours d'année 2007. Les modalités en seront fixées très rapidement par la Délégation des Services Sociaux de Paris.

LES CONFERENCES :

Pour poursuivre l'action entreprise en 2006 sur le thème de « l'Adolescence », trois ateliers supplémentaires seront organisés en 2007.

Une conférence sur le thème de « l'accompagnement des personnes atteintes d'une maladie d'Alzheimer, une maladie pas comme les autres pour l'entourage familial » sera a été organisé en 2006 et pourra être reconduite en 2007.

LES CONSULTATIONS

L'ensemble des consultations existantes est maintenu :

2 AVOCATS : consultation avec prise de rendez vous,

LE NOTAIRE : consultation avec prise de rendez vous,

LE PSYCHOLOGUE : consultation avec prise de rendez vous, permanence tous les mardi après midi de 13h 30 à 17h

CONSEILLERE EN ECONOMIE SOCIALE ET FAMILIALE : les permanences des deux conseillères sont maintenues et une augmentation de la durée des heures de présence a été actée en 2006. (de 32h à 44 h par mois)

Maintien des permanences de médiation familiale assuré par une assistante sociale.

Maintien des permanences ADIL, que la FDSU n'approuve toujours pas dans la mesure, d'une part, ou les consultations sont en diminution importantes et où les agents peuvent obtenir les renseignements dans les mairies proches de leur domicile ou sur internet.

QUESTIONS DIVERSES

LA RESTAURATION :

Bien que la restauration parisienne ne soit pas à l'ordre du jour de la réunion, la FDSU a rappelé son attachement à une restauration de qualité dans le cadre d'une restauration AGRAF ou d'établissement appliquant des tarifs AGRAF.

La FDSU a abordé les problèmes récurrents de la diminution de la qualité de la restauration notamment dans le cadre de la liaison froide à partir de la cuisine centrale de Palikao.

S'agissant de la validation des cartes AGRAF, La FDSU s'est élevée contre la remise de la copie du bulletin de paie à l'AGRAF qui est vécu comme une suspicion par les agents parisiens. Il est prévu, mais cela n'a pas toujours été clairement précisé que les agents peuvent occulter certains renseignements figurant sur la fiche de paie.

La FDSU souhaite que cette validation se fasse par la communication à l'AGRAF d'un document émanant de la Direction et précisant l'indice auquel est rémunéré l'agent.

La FDSU a rappelé qu'elle était intervenue pour faire modifier la grille indiciaire du tarif AGRAF compte tenu des réajustements et de l'octroi d'un point d'indice supplémentaire à tous les agents, l'octroi de ce point d'indice à certains agents les faisant passer dans la tranche supérieure du tarif.

L'ACTION MEDICO SOCIALE et LES CMS DE PARIS :

La FDSU a soulevé la question de l'avenir prochain de l'action médico-sociale et de la médecine de prévention à Paris. Compte tenu de la fermeture programmée de plusieurs centres médico-sociaux à la suite de la vente d'immeubles domaniaux dans lesquels ils sont installés.

En quelques mois nous constatons la fermeture des CMS de Montesquieu en 2006, de BAC, TOUR DES DAMES et VINCENT AURIOL en fin 2007 et l'arrêt du CMS Monnaies et médailles Pour cause de transformation de cette Direction en EPIC.

Rappelons le nombre d'agents du MINEFI en poste dans Paris intra-muros (28 000) qui voient disparaître les 3/5 des CMS. C'est l'équation que la DPAEP et la Délégation doivent résoudre très rapidement et de manière satisfaisante pour maintenir et assurer une présence médico-sociale auprès des agents parisiens.

Pour la FDSU, la seule organisation syndicale à soulever ce problème aujourd'hui, c'est inacceptable de créer une jachère médico-sociale à Paris.

La FDSU a fait un point précis sur les CMS appelés à disparaître et sur les capacités limitées des autres CMS à combler les vides ainsi créés.

Un regroupement éventuel ne pourra que se faire au détriment du service de proximité rendu aux agents mais rentrant parfaitement dans le cadre du ratio coût/rentabilité/effectif chers à nos directeurs généraux mais très loin d'une réalité toujours plus dure et d'une action sociale proche des agents.